

Le contrôle ouvrier et la collaboration avec l'U. R. S. S.

Quand nous parlons de mots d'ordre de la période révolutionnaire il ne faut pas comprendre cela trop étroitement. On ne peut créer des Soviets que dans une période révolutionnaire. Mais quand celle-ci commence-t-elle ? On ne peut pas le trouver dans un calendrier. On ne peut le saisir que par l'action. Les Soviets doivent être créés au moment où ils *peuvent* l'être (1).

Le mot d'ordre de contrôle ouvrier de la production se rapporte dans son ensemble à la même période que la création des Soviets. Mais cela non plus ne doit pas être compris mécaniquement. Les conditions particulières peuvent amener les masses au contrôle de la production bien avant qu'elles ne soient prêtes à commencer à édifier des Soviets.

Brandier et son ombre gauche — Urbahns — mettaient en avant le mot d'ordre du contrôle de la production indépendamment de la situation politique. Il n'en est rien sorti, hormis le discredit du mot d'ordre lui-même. Mais il serait faux de renoncer au mot d'ordre maintenant, dans les conditions de crise politique aiguë, pour la seule raison qu'il n'y a pas encore d'offensive des masses. Pour l'offensive elle-même, il faut des mots d'ordre qui déterminent la perspective du mouvement. La période de propagande doit inévitablement précéder la pénétration du mot d'ordre dans les masses.

La campagne en faveur du contrôle ouvrier peut commencer, suivant les circonstances, non pas sous l'angle de la production, mais sous celui de la consommation. La réduction du prix des marchandises promise par le gouvernement Brüning en même temps que la réduction des salaires n'a pas été réalisée. Cette question ne peut pas ne pas intéresser vivement les couches les plus arriérées du prolétariat qui, aujourd'hui, sont encore loin de penser à la prise du pouvoir. Le contrôle ouvrier sur les irais de la production et sur les bénéfices commerciaux est la seule forme réelle de lutte pour la réduction des primes. Dans les conditions de mécontentement général, les commissions ouvrières avec la participation des ouvrières-ménagères pour contrôler les causes de la hausse sur la margarine, peuvent devenir un commencement effectif du contrôle ouvrier de la pro-

duction. Bien entendu, ce n'est qu'une des voies possibles, donnée en exemple. Il ne s'agit pas encore de la direction de la production : l'ouvrière n'en voudra pas, cette pensée est loin d'elle. Mais du contrôle de la consommation, il lui sera plus facile de passer au contrôle de la production, et de là à la direction immédiate, suivant le développement général de la révolution.

Le contrôle de la production dans l'Allemagne contemporaine, dans les conditions de la crise actuelle, signifie non seulement le contrôle sur les entreprises qui fonctionnent, mais aussi sur les entreprises qui fonctionnent à moitié ou qui sont complètement arrêtées. Cela présuppose l'association au contrôle des ouvriers qui travaillaient dans les entreprises en question avant d'être renvoyés. La tâche doit être la suivante : faire marcher les entreprises mortes, sous la direction des comités d'usine et sur la base d'un plan économique. Cela fait surgir immédiatement la question de la gestion étatique de la production, c'est-à-dire de l'expropriation des capitalistes par l'état ouvrier. Le contrôle ouvrier n'est donc pas un état durable, « normal », comme le sont les contrats collectifs ou les assurances sociales. Le contrôle est une mesure transitoire, dans les conditions de tension extrême de la lutte de classe et n'est concevable que comme un pont vers la nationalisation révolutionnaire de la production.

Les brandlériens accusent l'opposition de gauche de leur avoir volé le mot d'ordre du contrôle de la production, après s'être moqué de ce mot d'ordre durant des années. Cette accusation vient d'une façon assez inattendue ! Le mot d'ordre du contrôle de la production fut lancé pour la première fois à une large échelle par le Parti bolchevik en 1917. A Petrograd, la direction de toute la campagne, dans ce domaine, comme dans tous les autres, se trouvait aux mains du Soviet. Ayant observé de près ce travail, y ayant participé, je déclare : nous n'avons pas besoin de solliciter l'initiative de Thalheimer-Brandier ou de se servir de leurs indications théoriques. L'accusation de « plagiat » est formulée avec une certaine imprudence.

Mais le malheur n'est pas là. La deuxième partie de l'accusation est beaucoup plus grave : jusqu'à présent, les « trotskystes » s'opposaient à la campagne pour le mot d'ordre du contrôle de la production, et maintenant ils sont pour ce mot d'ordre. Les brandlériens voient là notre inconséquence ! En réalité, ils ne font que révéler leur incompréhension complète de la dialectique révolutionnaire dont est imprégné le mot d'ordre du contrôle ouvrier que les brandlériens réduisent à la valeur d'une recette technique pour « la mobilisation des masses ». Ils ne font que se condamner eux-mêmes quand ils se targuent d'avoir répété

depuis plusieurs années déjà un mot d'ordre qui n'est applicable que dans une période révolutionnaire. Le pic qui toute sa vie frappe avec son bec l'écorce du chêne, croit, lui aussi, sans doute, en son for intérieur que le bûcheron qui a abattu l'arbre à coups de hache n'a fait que le plagier criminellement.

Ainsi, pour nous le mot d'ordre de contrôle est lié à la période de la dualité de pouvoir dans la production qui correspond au passage du régime bourgeois au régime prolétarien. Non, objecte Thalheimer : la dualité de pouvoir devrait signifier « l'égalité de droit avec les patrons » ; mais les ouvriers luttent pour la direction totale dans les entreprises. Eux, les brandlériens, ne permettent pas de « châtrer » — c'est dit tel que ! — le mot d'ordre révolutionnaire. Pour eux « le contrôle de la production signifie la direction de la production par les ouvriers » (17 janvier). Mais pourquoi alors appeler *contrôle* la *direction* ? Dans la langue universelle, on appelle contrôle le travail de surveillance et de vérification par une institution du travail d'une autre institution. Le contrôle peut être très actif, autoritaire et général. Mais il reste toujours le contrôle. L'idée même de ce mot d'ordre est née du régime transitoire dans les entreprises où le capitaliste et son administrateur ne peuvent plus faire un pas sans le consentement des ouvriers ; mais où, d'autre part, les ouvriers n'ont pas encore créé de prémisses politiques pour la nationalisation, ils n'ont pas encore acquis la technique de la direction, n'ont pas encore créé des organes nécessaires pour cela. N'oublions pas qu'il ne s'agit pas seulement de la direction des ateliers, mais aussi de l'écoulement de la production, de l'approvisionnement de l'usine en matières premières, en matériaux de construction, de crédits, etc.

Le rapport de forces à l'usine est déterminé par la puissance de la poussée générale exercée par le prolétariat sur la société bourgeoise. En général, le contrôle n'est concevable qu'avec une prépondérance inoubliable des forces politiques du prolétariat sur celles du capital. Mais il est faux de croire que, dans la révolution, toutes les questions se résolvent par la violence : on peut s'emparer des usines à l'aide des gardes rouges ; pour diriger ces usines, il faut des prémisses juridiques et administratives nouvelles ; il faut ensuite des connaissances, l'expérience et les organismes appropriés. Il faut une certaine période d'apprentissage. Le prolétariat est intéressé à ce que, pendant cette période, la direction reste entre les mains de l'administration expérimentée, mais il l'oblige à ouvrir tous les livres et établit une surveillance vigilante sur toutes ses liaisons et toute son activité.

Le contrôle ouvrier commence d'une entreprise isolée. L'organe du contrôle est le comité d'usine. Ces organes de contrôle des usines

établissent une liaison entre eux, suivant les liens économiques existant entre les entreprises. A ce stade, il n'y a pas encore de plan économique général. La pratique du contrôle ouvrier ne fait que préparer les éléments de ce plan.

Quant à la gestion ouvrière de la production, elle vient, au contraire, d'en haut même à ses débuts et d'une façon beaucoup plus nette parce qu'elle est directement liée au pouvoir et au plan économique général. Ce ne sont plus les *comités* d'usine qui assument le rôle d'organe de direction, mais les *Soviets* centralisés. Le rôle des comités d'usine reste bien entendu, très important. Mais dans le domaine de direction de la production, ce n'est plus un rôle dirigeant, mais un rôle auxiliaire.

En Russie, où le haut personnel technique fut persuadé comme la bourgeoisie, que les bolcheviks ne tiendront pas plus de quelques semaines et employa, par suite, toutes les formes de sabotage, refusant quelque accord que ce soit, l'étape du contrôle ouvrier ne s'est pas développée. Entre temps, la guerre civile ruina l'économie en transformant les ouvriers en soldats. C'est pourquoi l'expérience de la Russie est très peu instructive en ce qui concerne le contrôle ouvrier, comme régime particulier de la production. Mais cette expérience est d'autant plus précieuse d'un autre point de vue : elle démontre que, même dans un pays arriéré, malgré le sabotage général non seulement de la part des patrons mais aussi de la part du personnel administratif et technique, le jeune prolétariat inexpérimenté, entouré d'un cercle d'ennemis a su organiser tant bien que mal la direction de la production. Alors qu'est-ce que la classe ouvrière allemande ne pourrait réaliser !

Le prolétariat, comme nous l'avons dit, est intéressé que le passage de la production capitaliste-privée à la production capitaliste-étatique et socialiste se fasse avec le moins de secousses économiques possibles, avec le moins de gaspillage du bien public. Voilà pourquoi, tout en se rapprochant du pouvoir et même en s'en emparant par la lutte la plus hardie et la plus décisive le prolétariat montrera qu'il est entièrement prêt à créer le régime transitoire dans les usines, dans les fabriques et dans les banques.

Les rapports dans la production pendant la révolution seront-ils autres en Allemagne qu'ils ne le furent en Russie ? Il n'est pas facile de répondre à cette question, surtout de loin. La marche réelle de la lutte de classe peut ne pas laisser de place pour le contrôle ouvrier comme étape particulière. Avec la tension et le développement extrême de la lutte, avec la croissance de la poussée des ouvriers, d'une part, et le sabotage des patrons et de l'administration, d'autre part, il est possible qu'il ne reste plus de place pour les accords, même pro-

(1) Rappelons qu'en Chine les stalinien s'opposaient à la création des Soviets en période d'essor révolutionnaire, et quand on décida d'organiser à Canton l'insurrection pendant la vague de reflux, les masses furent appelées à la création des Soviets le jour même de l'insurrection !